



International Network for Economic, Social & Cultural Rights
Red Internacional para los Derechos Económicos, Sociales y Culturales
Réseau international pour les droits économiques, sociaux et culturels
الشبكة العالمية للحقوق الاقتصادية والاجتماعية والثقافية

À L'ATTENTION DE:

Son Excellence Monsieur Otto Pérez Molina, Président de la République du Guatemala

Conseil

Hossam Bahgat
Président du Conseil
*Egyptian Initiative for
Personal Rights, Egypte*

Cathy Albisa
Trésorière
*National Economic and
Social Rights Initiative,
États-Unis.*

Ximena Andiön-Ibañez
*Instituto de Liderazgo
Simone de Beauvoir,
Mexique*

Saeed Baloch
*Pakistan Fisherfolk Forum,
Pakistan*

Minerva Gonzales
ESCR-Asia, Philippines

Legborsi Saro Pyagbara
*Movement for the
Survival of the Ogoni
People, Nigeria*

Sandra Ratjen
*International Commission
of Jurists, Suisse*

COPIE:

Dr. Joshua Felipe Baquix, Président de la magistrature
Thelma Aldana, procureuse général

19 août 2015

Son Excellence,

Tout d'abord, veuillez recevoir un salut cordial.

Nous vous écrivons en réponse à une récente communication de votre part, Communication 1233, que nous avons reçue le 27 mai de cette année. Nous vous remercions de l'attention que vous avez accordé à notre communication précédente, envoyée le 23 mars, dans laquelle nous vous faisons part de notre préoccupation en ce qui concerne la criminalisation des leaders communautaires et défenseurs des droits humains résidents dans le nord du département de Huehuetenango, au Guatemala.

Dans notre lettre, nous avons souligné notre inquiétude, particulièrement en ce qui concerne la détention de trois individus: Arturo Pablo, Francisco Juan et Adalberto Villatoro, des leaders communautaires qui ont participé à des activités pacifiques, telles que des consultations communautaires, du lobbying et des activités d'intermédiation face à des projets d'exploitation comme Qanbalam I et II, Pojom I et el Arco, parmi d'autres, développés respectivement par les compagnies Hidralia, Econer-Hidro Santa Cruz et Enel- 5M S.A.

Nous accusons réception de la réponse envoyée à nos bureaux par M. Rony Eulalio López Contreras, président de l'organisme judiciaire du secrétariat général de la présidence, dans laquelle il nous informe de l'enquête liée au tribunal chargé de ces trois affaires et dans laquelle il explique que le processus à suivre dans ce contexte est respecté et qu'il n'existe aucune violation des droits humains.

Suite à cette réponse, nous vous invitons à partager avec nous plus d'informations sur les fondements légaux sur lesquels s'appuient les charges présentées contre ces individus. Il est important de mentionner que suite à notre communication précédente, nous avons été mis au courant de la détention de M. Ermitaño López, un autre leader communautaire de Barillas, alors qu'il accompagnait la famille de ses compagnons détenus à une audience publique dans la ville de Guatemala, le 2 juillet 2015. Nous sommes aussi au courant de la détention de Rigoberto Juárez et Domingo Baltazar, des leaders communautaires de Santa Eulalia, alors qu'ils accomplissaient une commission de lobbying des droits humains au ministère public, dans la ville de Guatemala le 24 mars de cette année.

Nous savons que les personnes mentionnées ci-dessus, ainsi que les récents détenus, sont tous des leaders communautaires qui ont exercé leurs droits légalement, y compris par le biais des consultations communautaires. Il semblerait que le seul motif des poursuites contre eux soit leur leadership et leur capacité à s'interposer, mais surtout le fait de s'opposer et cette vocation à défendre les droits humains de leurs communautés face aux projets d'exploitation des ressources naturelles sur leur territoire. C'est pour cette raison

Chris Grove
Directeur

370 Lexington Avenue
Suite 700
New York, New York
10017
United States
Tel: +1 212.681.1236

info@escr-net.org
www.escr-net.org

*ESCR-Net est un projet du
Tides Center*

que nous vous demandons de plus amples informations afin de savoir si les accusations qui sont dirigées contre vous répondent à des menaces sérieuses contre la sécurité publique occasionnées par ces individus et pouvoir ainsi comprendre la nature des poursuites engagées.

Nous sommes inquiets de voir que jusqu'à présent, le nombre d'individus qui sont prisonniers politiques s'élève à neuf (deux de la communauté de Santa Eulalia et sept de Barillas): Adalberto Villatoro, Arturo Pablo, Francisco Juan, Ermitaño López, Rigoberto Juárez et Domingo Baltazar, en plus de Rogelio Velásquez, Saúl Méndez et Mynor López; tous emprisonnés, pour de soi-disant délits d'attentats, de pression, de menaces, d'instigation à commettre un délit, d'entrave à l'exercice de la justice, de plagiat et d'enlèvement.

Selon les rapports que nous avons reçus, huit autres leaders de la communauté de Barillas ont été prisonniers politiques en 2012 à cause de charges présentées contre eux, et sont maintenant en liberté conditionnelle. De plus, nous sommes au courant de l'existence d'au moins 21 mandats d'arrêt d'autres leaders communautaires, soit quatre individus de Barillas, huit de Santa Eulalia, trois de San Mateo Ixtatán, quatre de Pojom, un de Bella Linda, San Mateo et un de San Pedro Necta. Tous ces leaders communautaires ont été accusés de sérieux délits. Ce qui nous interpelle est le fait que tous ces leaders communautaires aient participé à des actions légales de mobilisation sociale contre les projets mentionnés ci-dessus, et nous vous prions donc de confirmer que les charges présentées contre eux ne reflètent pas des représailles pour leurs activités de défense des droits de leurs communautés.

De plus, nous avons été mis au courant de l'existence supposée d'un document qui serait entre les mains du ministère public, et qui aurait été rédigé par un avocat de l'entreprise Hidralia Energia-HidroSantacruz. Ce document indiquerait que de nombreux leaders communautaires ayant exprimé leur opposition à l'égard des projets hydroélectriques et miniers sur leurs terres appartiennent à un réseau criminel et il semblerait justifier la judiciarisation à l'égard des défenseurs communautaires. Nous vous prions de nous confirmer l'existence ou non de ce document et, dans le cas où il existerait, nous vous prions de nous confirmer qu'il n'est pas utilisé pour l'enquête et la détention provisoire de ces leaders qui s'ensuit. Face à de telles circonstances nous sommes inquiets que le droit à un procès équitable et que les droits humains qui y sont liés puissent être entravés pour ces leaders communautaires.

Nous souhaitons rappeler à son Excellence les obligations du Guatemala à respecter, protéger et instaurer les droits humains reconnus internationalement. Le Guatemala est un État partie au Pacte international relatif aux droits civils et politiques (PIDCP) depuis 1992, date à laquelle il s'est engagé à respecter, entre autres, le droit à vivre libre de tortures et autres peines ou traitements cruels ou inhumains, le droit à la liberté et à la sûreté de sa personne, le droit à ne pas être soumis à l'arrestation ou à la détention arbitraire et à la garantie d'un procès équitable tel qu'établi par la loi. Il est cependant important de souligner ici que lors de l'examen du Guatemala et de son respect des droits humains établis dans le PIDCP en 2012, le Comité des droits de l'homme des Nations Unies a fait part de son inquiétude face aux « niveaux très élevés de violence et d'agression contre les défenseurs des droits de l'homme (...)Le Comité regrette également l'absence de mécanismes de protection des défenseurs des droits de l'homme suffisants, ainsi que des récentes campagnes visant à délégitimer les interventions des organisations de la société civile.»¹

Le Guatemala fait aussi partie du Pacte international sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale(CERD) depuis 1983, date à laquelle il s'est engagé à respecter, entre autres, le droit de tous à l'égalité devant la loi, sans distinction de race, de couleur ou d'origine nationale ou ethnique, et ce particulièrement dans la jouissance du droit à un traitement équitable dans l'administration de la justice; et le droit à la sûreté de sa personne et à la protection par l'État contre la violence ou l'attaque de tierces personnes. Nous nous permettons de rappeler à son Excellence que le Comité des Nations Unies pour l'élimination de la discrimination raciale a exprimé dans un examen de la conformité avec le CERD en 2010, sa préoccupation face aux faits graves survenus récemment qui portent atteinte à l'intégrité physique de militants sociaux et de défenseurs des droits des populations autochtones ².

Le Comité des droits économiques, sociaux et culturels des Nations Unies a aussi formulé plusieurs observations sur la situation de ces droits humains au Guatemala, État partie du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels depuis 1988. Parmi ces observations, le Comité est inquiet

¹ CCPR/C/GTM/CO/3, 22

² CERD/C/GTM/CO/12-13, 9

“que l’État ne procède toujours pas à des consultations efficaces pour obtenir le consentement préalable, libre et éclairé des peuples autochtones en ce qui concerne les décisions relatives à l’exploitation des ressources naturelles sur leurs territoires traditionnelles (...)Le Comité engage l’État partie à adopter rapidement, dans le cadre des activités d’exploration et d’exploitation des ressources minières et des hydrocarbures, des mesures pour mener des consultations qui permettent la libre expression du consentement à la réalisation d’un projet de cette nature, consacrent le temps et les espaces nécessaires à la réflexion et à la prise de décisions, et prévoient des mesures de sauvegarde de l’intégrité culturelle et de réparation, si nécessaire.”³ L’obligation de respecter le droit d’exiger que les États obtiennent leur consentement, exprimé librement et en connaissance de cause; et ce particulièrement en relation avec le développement, l’utilisation ou l’exploitation de ressources minières, d’eau et autres ressources- ce qui a aussi été reconnu par la déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones- en incluant le droit à déterminer et développer des priorités et des stratégies pour leur propre développement et pour l’utilisation de leurs terres, territoires et autres ressources.

Pour finir, ces allégations ressortent aussi dans plusieurs rapports publiés par des organisations reconnues telle que l’Observatoire pour la protection des défenseurs des droits de l’homme, dans son rapport “Smaller than David: the Struggle of Human Rights Defenders, International Fact-Finding Mission Report”⁴ et Amnesty Internationale dans son rapport, «Mining in Guatemala: Rights at Risk,»⁵ entre autres. Les observations exprimées tant par les organes de traité de l’ONU, les organisations internationales de droits humains et les communautés affectées elles-mêmes ont soulevé de sérieux doutes sur l’impartialité et l’indépendance du système judiciaire, la criminalisation et le harcèlement moral dans des affaires qui impliquent la persécution des leaders autochtones qui ont exprimé leur rejet des projets d’exploitation des ressources naturelles au Guatemala. La fréquence avec laquelle sont présentées les nouvelles charges contre les leaders autochtones, la gravité des charges présentées et le recours régulier à la détention préventive dans beaucoup de ces affaires préoccupent sérieusement les organisations et individus du monde entier.

En raison de la gravité de la situation à laquelle sont confrontés ces leaders communautaires, nous exhortons le gouvernement du Guatemala à:

1. Garantir un procès équitable aux dirigeants communautaires qui sont détenus ou confrontés à des charges criminelles, garantissant ainsi une procédure régulière telle qu’établie dans les lois guatémaltèques et les normes internationales ;
2. Arrêter la criminalisation des défenseurs des droits humains de San Mateo Ixtatan, Barillas, Santa Eulalia, en lien avec leurs activités de promotion et protection des droits humains des communautés autochtones du Guatemala;
3. Fournir une protection aux défenseurs des droits humains, des leaders communautaires et autres contre la violation de leurs droits par des acteurs non étatiques, y compris contre le harcèlement, l’intimidation, les menaces et les actes de violence et prendre des mesures pour que ces acteurs rendent compte de ces violations ;
4. Mettre fin à la militarisation des territoires mayas de Huehuetenango, et plus particulièrement des municipalités de San Mateo Ixtatan, Barillas, Santa Eulalia, et prendre des mesures immédiates pour le retrait de la police et des membres de l’armée, qui occupent actuellement des zones résidentielles ;
5. Respecter les droits des peuples autochtones du Guatemala en accord avec les obligations internationales de l’État en matière de droits humain, dont le droit à la consultation et au consentement préalable donné librement et en connaissance de cause concernant n’importe quel projet qui pourrait affecter les territoires ancestraux et le mode de vie des peuples autochtones.

Pour finir, nous vous remercions de nous tenir informé de l’évolution de cette situation.

Au nom du Réseau-DESC,

Chris Grove, Directeur

³ E/C.12/GTM/CO/3, 7

⁴ (En anglais et en espagnol)<http://www.fidh.org/IMG/pdf/obsreportgtm2015eng.pdf>

⁵ (En anglais et en espagnol)<http://www.amnesty.ca/sites/default/files/mining-in-guatemala-rights-at-risk-eng.pdf>